

RÉSUMÉ FINANCIER (en millions de dollars)	Chiffres provis. 2012-2013	2013-2014		
		Plan budgétaire	Perspect. actuelles	Variation en cours d'exercice
Revenus	114 223	116 845	116 845	–
Charges				
Programmes	113 633	116 983	116 983	–
Intérêt sur la dette ¹	10 372	10 605	10 605	–
Total des charges	124 005	127 588	127 588	–
Réserve	–	1 000	1 000	–
EXCÉDENT/(DÉFICIT)	(9 782)	(11 743)	(11 743)	–

¹ Les charges liées à l'intérêt sur la dette ne comprennent pas les intérêts capitalisés durant la construction d'immobilisations corporelles se chiffrant à 241 millions de dollars en 2012-2013 et à 271 millions de dollars en 2013-2014.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

PERSPECTIVES FINANCIÈRES POUR 2013-2014

Le gouvernement prévoit un déficit de 11,7 milliards de dollars pour 2013-2014, ce qui est conforme aux chiffres du budget de l'Ontario de 2013.

L'incertitude qui persiste au sein de l'économie mondiale continuera de constituer un défi pour le plan financier de la province. Depuis le budget de 2013, les attentes relatives à la croissance économique mondiale ont diminué en raison des risques importants pour la croissance, dont un ralentissement dans plusieurs économies émergentes clés. Les prévisions de croissance de l'économie américaine ont aussi diminué. Cependant, il y a depuis peu des signes encourageants d'accélération de la croissance aux États-Unis.

La gestion de la croissance des dépenses de programmes demeure un élément crucial du plan financier de la province. Le gouvernement a indiqué que pour mobiliser la population de l'Ontario sur l'avenir de ses services publics, il faut établir un dialogue continu. Le gouvernement est déterminé à consulter le public à ce sujet.

Les principales variations quant aux projections de charges pour la période allant jusqu'à la fin de juin sont attribuables notamment au financement octroyé pour garder les opérations de la Commission de transport Ontario Northland au même niveau qu'au cours des années précédentes et à l'aide accordée aux collectivités touchées par les inondations survenues en avril. Ces variations ont été contrebalancées par d'autres postes du plan financier. On ne prévoit pas de changement quant aux charges globales.

Alors que la province va de l'avant au milieu d'une reprise économique fragile, le gouvernement conservera son approche équilibrée afin d'éliminer le déficit. À cette fin, les perspectives financières de 2013-2014 comportent toujours une réserve de 1,0 milliard de dollars et le solde du fonds de prévoyance pour protéger le plan financier contre tout changement négatif dans les revenus et les charges de la province.

Des précisions supplémentaires sur le plan financier de la province seront fournies dans de futures mises à jour financières.

RÉSULTATS FINANCIERS**REVENUS**

Les perspectives de revenus en 2013-2014, qui s'établissent à 116 845 millions de dollars, sont inchangées par rapport aux chiffres du budget de 2013.

Les perspectives de revenus sont soumises à des risques considérables. Depuis le budget de 2013, la moyenne des prévisions économiques du secteur privé pour 2013 et 2014 a été révisée légèrement à la baisse. De plus, d'après les premiers renseignements obtenus au sujet des cotisations fiscales pour l'impôt sur le revenu des particuliers et la taxe de vente, les revenus de 2012 pourraient être supérieurs ou inférieurs aux chiffres prévus. Le gouvernement continuera de surveiller la situation en ce qui a trait à l'économie et aux revenus et fournira plus de détails à ce sujet dans de futures mises à jour financières.

TOTAL DES CHARGES

Le total des charges prévues pour 2013-2014, qui devrait être de 127 588 millions de dollars, est inchangé par rapport aux projections du budget de 2013. Voici les principales variations des charges prévues par rapport au budget de 2013 :

- ◆ Une augmentation de 75,0 millions de dollars des **charges du ministère du Développement du Nord et des Mines** en raison du financement accordé, comme pour des exercices précédents, pour que les exigences en matière de santé et de sécurité soient respectées et que les obligations salariales et envers les fournisseurs soient remplies de façon que la Commission de transport Ontario Northland puisse poursuivre ses activités. Le gouvernement poursuit la transformation de la Commission et veillera à ce que les municipalités du Nord, les communautés autochtones et les principaux intervenants du secteur industriel se fassent entendre dans le cadre de ce processus.
- ◆ Une augmentation des **charges du ministère des Affaires municipales et du Logement** pouvant atteindre 18,0 millions de dollars pour fournir une aide financière à un certain nombre de municipalités et de victimes affectées par les inondations qui se sont produites au printemps dans le Centre, l'Est et le Nord de l'Ontario, par l'entremise du Programme ontarien de secours aux sinistrés, qui relève de ce ministère.
- ◆ La diminution du **fonds de prévoyance** pouvant aller jusqu'à 18,0 millions de dollars pour contrebalancer l'augmentation des charges du ministère des Affaires municipales et du Logement.
- ◆ La diminution de 75,0 millions de dollars du **fonds de transition** pour contrebalancer l'augmentation des charges du ministère du Développement du Nord et des Mines.
- ◆ Les charges au titre de l'intérêt sur la dette restent inchangées par rapport aux prévisions du budget de 2013.

RÉSERVE DE 1,0 MILLIARD DE DOLLARS

Le budget de 2013 incluait une réserve de 1,0 milliard de dollars pour l'exercice 2013-2014 visant à protéger le plan financier contre les répercussions éventuelles de facteurs extérieurs susceptibles de nuire au rendement financier de la province et à aider le gouvernement à atteindre son objectif financier. Le montant intégral de la réserve peut toujours servir à protéger le plan financier contre des événements imprévus.

Principales statistiques financières et économiques¹
 (en millions de dollars)

	2009-2010 ²	2010-2011	2011-2012	Chiffres provisoires 2012-2013	Perspectives actuelles 2013-2014
Revenus	96 313	107 175	109 773	114 223	116 845
Charges					
Programmes	106 856	111 706	112 660	113 633	116 983
Intérêt sur la dette ³	8 719	9 480	10 082	10 372	10 605
Total des charges	115 575	121 186	122 742	124 005	127 588
Réserve	–	–	–	–	1 000
Excédent/(Déficit)	(19 262)	(14 011)	(12 969)	(9 782)	(11 743)
Dette nette ⁴	193 589	214 511	235 582	252 790	272 810
Déficit accumulé	130 957	144 573	158 410	168 192	179 935
Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché ⁵	594 644	625 108	655 125	674 899	695 352
Revenu des ménages	410 859	423 685	441 639	455 947	468 636
Population de l'Ontario (en milliers) – 1 ^{er} juillet	13 069	13 224	13 366	13 506	13 632
Dette nette par habitant (en dollars)	14 813	16 222	17 625	18 717	20 012
Revenu des ménages par habitant (en dollars)	31 438	32 040	33 041	33 759	34 377
Intérêt sur la dette en pourcentage des revenus	9,1	8,8	9,2	9,1	9,1
Dette nette en pourcentage du PIB ⁵	32,6	34,3	36,0	37,5	39,2
Déficit accumulé en pourcentage du PIB ⁵	22,0	23,1	24,2	24,9	25,9

¹ Les revenus et les charges ont été redressés pour tenir compte d'une modification comptable neutre sur le plan financier découlant de la présentation révisée des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires, conformément aux explications présentées dans le budget de l'Ontario de 2010, de la reclassification, neutre sur le plan financier, d'organismes du gouvernement qui est décrite dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2011* et de la reclassification, neutre sur le plan financier, d'un certain nombre de mesures fiscales, notamment des transferts ou des subventions, qui est décrite dans le budget de 2012.

² Depuis 2009-2010, les investissements dans les immobilisations corporelles moins importantes appartenant à la province sont également inscrits à l'actif et amortis dans les charges. Sont comptabilisées selon la même méthode toutes les immobilisations appartenant à des organismes consolidés.

³ Les charges liées à l'intérêt sur la dette ne comprennent pas les intérêts capitalisés durant la construction d'immobilisations corporelles se chiffrant à 148 millions de dollars en 2009-2010, à 203 millions de dollars en 2010-2011, à 234 millions de dollars en 2011-2012, à 241 millions de dollars en 2012-2013 et à 271 millions de dollars en 2013-2014.

⁴ Depuis 2009-2010, la dette nette comprend la dette nette des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges conformément aux normes du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public.

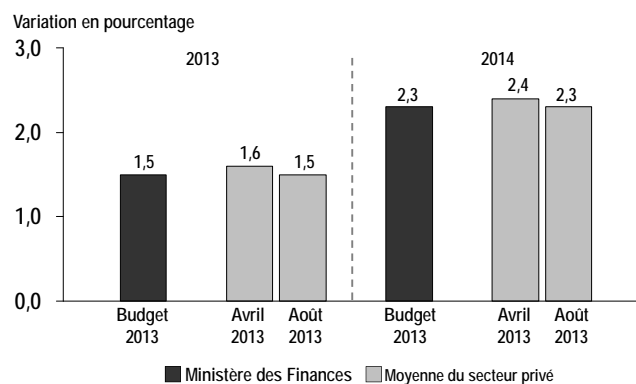
⁵ Les montants du produit intérieur brut sont fondés sur la nouvelle norme SCN 2008 (Système de comptabilité nationale du Canada) adoptée par Statistique Canada pour les comptes économiques, qui comporte d'importantes améliorations sur le plan conceptuel et sur celui de la méthodologie et de la classification.

Sources : ministère des Finances de l'Ontario et Statistique Canada.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'ONTARIO

Malgré la conjoncture mondiale difficile, l'économie de l'Ontario continue d'afficher une croissance, même si celle-ci est modeste. Depuis le budget de 2013, les attentes quant à la croissance économique mondiale ont diminué. Le Fonds monétaire international, dans son édition de juillet des *Perspectives de l'économie mondiale*, a abaissé le taux de croissance prévu pour l'économie mondiale, pour le faire passer de 3,3 % à 3,1 %. La moyenne des prévisions de croissance du PIB réel des États-Unis pour 2013, le plus important partenaire commercial de l'Ontario, est passée de 2,1 % lors de la publication du budget de 2013 à 1,5 %.

Croissance du PIB réel de l'Ontario



Sources : ministère des Finances de l'Ontario et enquête sur les prévisions du ministère des Finances de l'Ontario (avril et août).

En date du 8 août 2013, selon les prévisions du secteur privé, le PIB réel de l'Ontario devrait augmenter de 1,5 % en 2013, ce qui est légèrement inférieur à l'augmentation de 1,6 % prévue dans le budget de 2013. Les perspectives du secteur privé quant à la croissance du PIB réel de l'Ontario en 2014 ont diminué quelque peu, étant en moyenne de 2,3 %, par rapport au 2,4 % indiqué dans le budget. Bien que les perspectives du secteur privé aient diminué depuis la publication du budget, elles demeurent conformes aux projections utilisées par le ministère des Finances pour la planification du budget de 2013.

PIB RÉEL DE L'ONTARIO

- ◆ Pendant le premier trimestre civil de 2013, le PIB réel de l'Ontario a augmenté de 1,0 % (taux annualisé), après avoir enregistré une hausse de 0,6 % (taux annualisé) au quatrième trimestre de 2012. Le PIB réel de l'Ontario a augmenté de 8,3 % depuis la fin de la récession au deuxième trimestre de 2009 et est désormais de 2,7 % supérieur au niveau enregistré avant la récession au deuxième trimestre de 2008.

MARCHÉ DU TRAVAIL

- ◆ L'emploi en Ontario a augmenté de 0,5 % au deuxième trimestre (civil) de 2013, après avoir affiché une croissance de 0,2 % au premier trimestre. En juillet 2013, l'Ontario affichait 167 900 emplois nets (2,5 %) de plus que lors du pic atteint avant la récession en septembre 2008.
- ◆ Le taux de chômage a été de 7,6 % en juillet, ce qui est inférieur au sommet de 9,4 % enregistré pendant la récession en juin 2009.

VENTES AU DÉTAIL

- ◆ Au cours de deux premiers mois du deuxième trimestre, les ventes au détail de l'Ontario ont été de 1,3 % supérieures à la moyenne affichée au premier trimestre. Au cours des cinq premiers mois de 2013, les ventes au détail ont augmenté de 0,5 % par rapport à la même période en 2012.

INFLATION

- ◆ L'indice des prix à la consommation de l'Ontario a augmenté de 0,7 % (d'une année à l'autre) au cours du deuxième trimestre de 2013, soit le plus faible taux d'inflation depuis le troisième trimestre de 2009. Cela est attribuable en partie aux prix plus bas de l'essence et des vêtements.

MARCHÉ DU LOGEMENT

- ◆ Les reventes de logements de l'Ontario ont augmenté de 5,3 % au cours du deuxième trimestre, faisant suite à une hausse de 0,4 % au trimestre précédent. D'une année à l'autre, les reventes de logements de l'Ontario ont diminué de 6,8 % au cours de la première moitié de 2013 comparativement à la même période en 2012.
- ◆ Les mises en chantier de logements de l'Ontario ont augmenté de 2,1 % au deuxième trimestre, après avoir affiché une baisse de 18,2 % au trimestre précédent.

VENTES DE BIENS MANUFACTURÉS ET EXPORTATIONS INTERNATIONALES

- ◆ Les ventes de biens manufacturés de l'Ontario ont augmenté de 1,6 % au cours des deux premiers mois du deuxième trimestre par rapport à la moyenne du premier trimestre. D'une année à l'autre, les ventes de biens manufacturés ont diminué de 2,4 % comparativement aux cinq premiers mois de 2012.
- ◆ Les exportations internationales de biens de l'Ontario (selon les données provenant des douanes¹) ont augmenté de 4,0 % au deuxième trimestre de 2013, à la suite d'une hausse de 1,4 % au cours du trimestre précédent. Les importations internationales de biens de l'Ontario ont augmenté de 2,3 % au deuxième trimestre, à la suite d'une hausse de 2,0 % au premier trimestre.

¹ Données désaisonnalisées par le ministère des Finances de l'Ontario.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES
(variation en pourcentage désaisonnalisée par rapport à la période précédente,
sauf indication contraire)

		Annuel	Annuel	Trimestriel				
		2011	2012	T1 2012	T2 2012	T3 2012	T4 2012	T1 2013
Produit intérieur brut								
PIB réel	Ontario	1,8	1,5	0,3	0,5	0,2	0,1	0,2
PIB nominal	Ontario	4,8	3,0	0,8	0,6	0,6	0,1	0,8
		Annuel	Annuel	Mensuel 2013				
		2011	2012	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet
Autres indicateurs (désaisonnalisés)								
Marché du travail								
Population active (variation en milliers)		65,1	55,5	-21,3	4,4	22,9	4,3	3,4
Emploi (variation en milliers)		121,3	52,4	-17,4	3,8	50,6	-8,2	-10,6
Taux de chômage (%)		7,8	7,8	7,7	7,7	7,3	7,5	7,6
Secteur des ménages								
Ventes au détail		3,6	1,6	0,3	-0,1	1,8	N.D.	N.D.
Mises en chantier de logements ¹		12,2	13,2	-14,2	-12,4	44,9	-11,4	-1,2
Reventes de logements		2,6	-2,1	0,9	1,8	3,5	1,7	N.D.
Ventes de biens manufacturés								
Matériel de transport		6,3	5,3	-0,2	-0,8	1,9	N.D.	N.D.
Indice des prix à la consommation²		3,1	1,4	1,0	0,4	0,5	1,3	N.D.

¹ Les mises en chantier mensuelles de logements sont exprimées sous forme de taux annuels désaisonnalisés.

² Variation en pourcentage par rapport aux chiffres enregistrés un an auparavant, données non désaisonnalisées.

N.D. = Données non disponibles.

Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario, Société canadienne d'hypothèques et de logement, et Association canadienne de l'immeuble.

FINANCES DE L'ONTARIO
TABLEAUX FINANCIERS

REVENUS

(en millions de dollars)	Chiffres provisoires 2012-2013	2013-2014		Variation en cours d'exercice
		Plan budgétaire	Perspect. actuelles	
Revenus fiscaux				
Impôt sur le revenu des particuliers	26 147	27 578	27 578	-
Taxe de vente	21 107	21 856	21 856	-
Impôts des sociétés	11 993	11 269	11 269	-
Impôt foncier prélevé aux fins scolaires ¹	5 678	5 694	5 694	-
Impôt-santé des employeurs	5 184	5 318	5 318	-
Contribution-santé de l'Ontario	3 093	3 226	3 226	-
Taxe sur l'essence	2 367	2 377	2 377	-
Droits de cession immobilière	1 459	1 382	1 382	-
Taxe sur le tabac	1 143	1 123	1 123	-
Taxe sur les carburants	707	719	719	-
Taxe sur la bière et le vin	569	574	574	-
Paiements tenant lieu d'impôts (électricité)	362	366	366	-
Autres impôts et taxes	475	493	493	-
	80 282	81 975	81 975	-
Gouvernement du Canada				
Transfert canadien en matière de santé	11 396	12 067	12 067	-
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	4 591	4 727	4 727	-
Péréquation	3 261	3 169	3 169	-
Programmes d'infrastructure	138	145	145	-
Programmes du marché du travail	912	905	905	-
Logement social	476	468	468	-
Fonds pour la réduction des temps d'attente	97	97	97	-
Autres paiements fédéraux	839	897	897	-
	21 710	22 475	22 475	-
Entreprises publiques				
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	1 798	2 020	2 020	-
Régie des alcools de l'Ontario	1 706	1 747	1 747	-
Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc.	968	712	712	-
	4 472	4 479	4 479	-
Autres revenus non fiscaux				
Remboursements	948	973	973	-
Droits – Permis de conduire et immatriculation des véhicules	1 163	1 273	1 273	-
Redevance de liquidation de la dette (électricité)	957	957	957	-
Recouvrements – Contrats d'approv. en électricité	1 262	1 274	1 274	-
Ventes et locations	1 124	1 075	1 075	-
Autres droits, permis et licences	761	821	821	-
Réduction nette du passif – Conventions d'achat d'électricité	263	243	243	-
Redevances	242	242	242	-
Autres – Revenus non fiscaux	1 039	1 058	1 058	-
	7 759	7 916	7 916	-
TOTAL DES REVENUS	114 223	116 845	116 845	-

¹ Les revenus tirés des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires ne comprennent pas le volet impôts fonciers du crédit d'impôt de l'Ontario pour les coûts d'énergie et les impôts fonciers, ni la Subvention aux personnes âgées propriétaires pour l'impôt foncier.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

TOTAL DES CHARGES

(en millions de dollars)	Chiffres provisaires 2012-2013	2013-2014		Variation en cours d'exercice
		Plan budgétaire	Perspect. actuelles	
Charges des ministères				
Affaires autochtones ¹	66,2	64,7	64,7	-
Agriculture et Alimentation/Affaires rurales ¹	1 028,7	1 034,5	1 034,5	-
Procureur général	1 698,2	1 751,3	1 751,3	-
Commission de régie interne	200,0	200,0	200,0	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	4 007,2	4 160,9	4 160,9	-
Affaires civiques et Immigration	121,7	104,0	104,0	-
Services sociaux et communautaires	9 769,5	10 173,1	10 173,1	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	2 294,7	2 326,1	2 326,1	-
Services aux consommateurs	20,4	24,0	24,0	-
Développement économique, Commerce et Emploi/Recherche et Innovation ¹	972,9	911,0	911,0	-
Éducation ¹	23 548,4	24 147,0	24 147,0	-
Énergie ¹	382,6	339,6	339,6	-
Environnement ¹	486,0	495,2	495,2	-
Bureaux du corps exécutif	30,2	30,8	30,8	-
Finances ¹	911,3	1 043,8	1 043,8	-
Office des affaires francophones	5,2	5,0	5,0	-
Services gouvernementaux ¹	1 150,7	1 064,4	1 064,4	-
Santé et Soins de longue durée	47 774,2	48 854,9	48 854,9	-
Infrastructure ¹	43,2	351,0	351,0	-
Travail	286,9	305,7	305,7	-
Affaires municipales et Logement ¹	809,0	789,6	789,6	-
Richesses naturelles ¹	711,3	715,6	715,6	-
Développement du Nord et Mines	770,8	724,6	799,6	75,0
Tourisme, Culture et Sport ¹	1 441,0	1 193,3	1 193,3	-
Formation, Collèges et Universités ¹	7 363,5	7 664,7	7 664,7	-
Transports	2 533,9	2 767,1	2 767,1	-
Intérêt sur la dette ²	10 372,0	10 605,0	10 605,0	-
Autres charges	5 206,0	6 741,2	6 666,2	(75,0)
Économies de fin d'exercice ³	-	(1 000,0)	(1 000,0)	-
TOTAL DES CHARGES	124 005,5	127 588,1	127 588,1	-

¹ Le détail des autres charges des ministères se trouve dans le tableau intitulé Autres charges.

² Les charges liées à l'intérêt sur la dette ne comprennent pas les intérêts capitalisés durant la construction d'immobilisations corporelles se chiffrant à 241 millions de dollars en 2012-2013 et à 271 millions de dollars en 2013-2014.

³ Comme par les années passées, les économies de fin d'exercice témoignent de la sous-utilisation prévue des fonds traditionnellement constatée en fin d'exercice et attribuable à différents facteurs comme les économies réalisées dans les programmes ou encore des modifications aux plans de démarrage ou de mise en œuvre de projets.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

AUTRES CHARGES

(en millions de dollars)	Chiffres provisoires 2012-2013	2013-2014		
		Plan budgét.	Perspect. actuelles	Variation en cours d'exercice
Charges des ministères				
Affaires autochtones				
Investissements ponctuels – Règlements	0,0	-	-	-
Agriculture et Alimentation/Affaires rurales				
Investissements de durée limitée dans l'infrastructure	18,6	7,0	7,0	-
Aide provisoire	10,0		-	-
Développement économique, Commerce et Emploi/Recherche et Innovation				
Investissements de durée limitée pour les jeunes	-	50,0	50,0	-
Éducation				
Économies ponctuelles, liées à la main-d'oeuvre	(1 133,0)	-	-	-
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario ¹	895,0	939,0	939,0	-
Énergie				
Prestation ontarienne pour l'énergie propre	1 029,4	1 040,0	1 040,0	-
Environnement				
Investissements de durée limitée	77,8	-	-	-
Finances				
Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	592,2	568,9	568,9	-
Fonds de prévoyance pour le fonctionnement	50,0	500,0	482,0	(18,0)
Coûts des contrats d'approvisionnement en électricité	1 262,0	1 274,0	1 274,0	-
Fonds de transition	225,0	150,0	75,0	(75,0)
Services gouvernementaux				
Prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs	1 540,0	1 516,0	1 516,0	-
Infrastructure				
Fonds de prévoyance pour les immobilisations	-	100,0	100,0	-
Affaires municipales et Logement				
Investissements de durée limitée dans les logements sociaux et abordables des municipalités	157,8	155,2	155,2	-
Investissements de durée limitée	42,4	3,0	21,0	18,0
Richesses naturelles				
Mesures urgentes de lutte contre les incendies de forêt	157,6	70,7	70,7	-
Tourisme, Culture et Sport				
Investissements de durée limitée pour les Jeux panaméricains et parapanaméricains	281,2	289,4	289,4	-
Formation, Collèges et Universités				
Investissements de durée limitée	-	78,0	78,0	-
TOTAL DES AUTRES CHARGES	5 206,0	6 741,2	6 666,2	(75,0)

¹ Les chiffres tiennent compte des recommandations du CCSP concernant la passation en charges des cotisations aux régimes de retraite. Les cotisations de contrepartie de l'Ontario au Régime ont atteint 1 395 millions de dollars en 2012-2013 et 1 452 millions de dollars en 2013-2014.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

DÉPENSES LIÉES À L'INFRASTRUCTURE EN 2013-2014

(en millions de dollars)	Total des dépenses liées à l'infrastructure Chiffre prov. 2012-2013	Perspectives actuelles 2013-2014		
		Investiss. dans les immobilis. ¹	Transferts et autres dépenses – infrastructure ²	Dépenses totales liées à l'infrastructure
Secteur				
Transports				
Transport en commun	2 545	2 892	485	3 377
Routes provinciales	2 130	2 228	-	2 228
Autres – Transports ³	699	652	84	736
Santé				
Hôpitaux	2 806	2 672	205	2 877
Autres – Santé	314	139	166	305
Éducation	2 074	1 938	65	2 003
Postsecondaire				
Collèges	375	413	1	414
Universités	112	-	155	155
Eau/Environnement	256	46	102	149
Infrastructure municipale et locale	609	297	467	764
Justice	775	300	93	393
Autre	509	986	199	1 185
Total partiel	13 203	12 564	2 021	14 584
Moins : contributions d'autres partenaires ⁴	1 326	1 040	-	1 040
Total sans les contributions des partenaires	11 877	11 524	2 021	13 545
Moins : autres apports en capital ⁵	516	373	115	488
TOTAL DES DÉPENSES PROVINCIALES⁶	11 361	11 151	1 906	13 057

¹ Les investissements dans les immobilisations comprennent les intérêts capitalisés durant la construction d'immobilisations corporelles se chiffrant à 271 millions de dollars.

² Consistent principalement en transferts pour immobilisations aux municipalités et aux universités, et en dépenses pour la réparation de biens d'immobilisations.

³ Comprennent les activités de planification liées aux routes, l'acquisition de biens, les aires de service autoroutières et d'autres programmes d'infrastructure (p. ex., aménagement de routes d'hiver et d'aéroports dans les régions éloignées).

⁴ Contributions de tiers aux investissements dans les immobilisations des écoles, collèges, hôpitaux et organismes provinciaux consolidés.

⁵ Surtout les transferts du gouvernement fédéral pour les investissements dans les immobilisations. Le montant pour 2012-2013 tient compte des 135 millions de dollars qui représentent les contributions fédérales des années précédentes au titre d'investissements dans l'autoroute Herb Gray (anciennement l'autoroute de Windsor-Essex).

⁶ Le total des dépenses provinciales liées à l'infrastructure comprend des investissements dans les immobilisations s'élevant à 9,6 milliards de dollars en 2012-2013.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DE L'ONTARIO 2013-2014

PROVINCE ET SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (en millions de dollars)

	Chiffres provisoires 2012-2013	2013-2014		Variation en cours d'exercice
		Plan budgétaire	Perspect. actuelles	
Déficit/(Excédent)	9 782	11 743	11 743	-
Investissement dans les immobilisations	9 595	11 116	11 116	-
Redressements sans effet sur la trésorerie	(1 760)	(3 932)	(3 932)	-
Prêts/Investissements nets	892	1 564	1 564	-
Dette arrivant à échéance	17 287	23 683	23 683	-
Remboursement de titres	238	300	300	-
Total des besoins en matière de financement	36 034	44 474	44 474	-
Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada	(775)	(45)	(45)	-
Diminution/(Augmentation) des emprunts à court terme	(2 997)	(1 540)	(1 540)	-
Augmentation/(Diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	3 819	(5 807)	(5 807)	-
Échéance des rachats de titres	(1 200)	(3 700)	(3 700)	-
Rachats de titres 2012-2013	1 700	-	-	-
TOTAL DES BESOINS D'EMPRUNT À LONG TERME SUR LES MARCHÉS PUBLICS	36 581	33 382	33 382	-

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

MISE À JOUR SUR LES EMPRUNTS (AU 30 JUIN 2013) (en milliards de dollars)

	Contractés	Restants	Total
Province	6,8	22,9	29,7
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	1,0	2,7	3,7
TOTAL	7,7	25,6	33,4

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

- ◆ Au 30 juin 2013, 7,7 milliards de dollars avaient été empruntés à long terme sur les marchés publics :

	(en milliards de dollars)
Obligations d'épargne de l'Ontario	0,4
Émissions sur le marché canadien	7,3
Émissions sur le marché international/américain/autres	0,0
	7,7

- ◆ Les investisseurs canadiens préférant toujours des titres de créances à plus long terme, l'Ontario a été en mesure de prolonger l'échéance de sa dette.